



Saint-Brieuc le 21 janvier 2021

Monsieur Le Président
Conseil Départemental
des Côtes d'Armor
9 Place du Général De Gaulle
22000 Saint-Brieuc

Objet : Grève dans le cadre du préavis déposé nationalement

Monsieur le président,

La suppression de 25 postes de catégorie C va être votée lors de la session budgétaire des 25 et 26 janvier 2021 alors que les représentant.es du personnel et les agent.es n'ont eu de cesse de vous alerter concernant leurs conditions de travail dégradées. Cette suppression intervient dans la période sanitaire actuelle, déjà très anxiogène pour les agents de la collectivité.

La souffrance au travail est présente dans de nombreux services, l'intensification du travail accentuée par le manque d'effectif, les injonctions contradictoires à la qualité en rognant toujours plus sur les moyens alloués, la culpabilisation permanente avec l'appel au professionnalisme et au final trop souvent le constat d'être maltraitant avec les usagers, malgré notre investissement et notre conscience professionnelle.

Le manque d'effectifs engendre des heures supplémentaires et l'épuisement des agents qui ne parviennent plus à les récupérer.

Avec les différentes réorganisations, la collectivité a été soumise à d'importantes mutations dans l'organisation du travail, mutations destinées à générer une plus grande productivité : « faire mieux avec moins ». Le problème qui se pose est celui du passage d'une logique de Service Public à une logique financière.

La performance et la primauté du chiffre priment sur la qualité du Service Public. Un service public doit pourtant mettre l'accent sur l'esprit de solidarité, sur la réponse aux besoins sociaux, sur le sens des missions et sur la fierté d'appartenir à la Fonction Publique.

La réduction des effectifs crée une pression qui se répercute sur chacun.e. D'un côté une hiérarchie intermédiaire à qui on demande de faire face aux « urgences » en acceptant des cadences « implacables », et de l'autre des agent.es, déjà surchargé.es, à qui on demande toujours plus. Des deux côtés, l'image renvoyée est source de malaise : il y a un climat de méfiance entre les encadrants et la base et les professionnel.les se sentent dévalorisé.es, en perte de confiance et de responsabilité.

Il n'existe plus rien à quoi se raccrocher dans l'univers professionnel et c'est un système figé sur lui-même, dans lequel les choses n'avancent plus qu'au gré de la conscience professionnelle des

agent.es qui, dans leur majorité, continuent à exercer leurs missions même quand ils/elles ne s'y retrouvent plus dans leur travail .

Du fait de la paupérisation de la Fonction Publique (absence d'évolution, point d'indice bloqué, etc) rien ne vient équilibrer la fameuse balance contribution-rétribution, fondement de tout processus de motivation, ceci n'arrange pas les choses dans un système déjà dépourvu de l'essentiel, à savoir, de sens.

Ne pouvant plus trouver, comme avant, de satisfaction dans le « travail bien fait » puisque celui-ci est vidé de son sens, chacun a le sentiment d'être en sursis, n'ayant plus d'autres perspectives que de se protéger contre un avenir menaçant et d'essayer de survivre dans un environnement hostile.

En réalité, c'est l'ensemble du système de sens qui est bloqué. Le sens de la mission qui n'existe plus, le sens de l'avenir, puisqu'on ne voit plus d'évolution possible, le sens du travail puisque la pauvreté de son contenu assimile l'homme à une machine.

Les personnels sont noyés sous des tableaux budgétaires, des notes dans lesquelles il faut surtout éviter de parler du fond et sous la multiplication des étages hiérarchiques... sans parler du « qui s'occupe de quoi ? ». Une perte d'expertise dramatique pour une collectivité dont ce fut pourtant longtemps la marque, la force, la spécificité.

Redonner du sens en cette période pourrait redonner de la confiance aux agent.es qui retrouveraient ainsi leur place, leur motivation, du bonheur. N'en déplaise aux théoriciens du management absurde, cela signifie prendre du plaisir dans nos tâches professionnelles et dans la façon de les exécuter.

Dans un contexte de crise sociale et économique, alors que tous les regards se tournent vers les chiffres du chômage, l'obsession de faire baisser les effectifs au sein de notre collectivité nous semble indécente .

Pour cela l'intersyndicale CFDT, CGT, FO et SUD exige :

L'arrêt des suppressions de postes et un budget de fonctionnement en augmentation qui inclut des moyens suffisants pour que les agents puissent bénéficier de la qualité de vie au travail dont vous vous vantez dans les rapports successifs ; nous pourrions ainsi retrouver du sens au travail et exercer dans de bonnes conditions nos missions de service public.

Afin de permettre aux salarié.e.s et agent.e.s de défendre leur santé, leur emploi, pour améliorer leurs conditions de travail, l'intersyndicale s'adosse au préavis de grève déposé par les fédérations nationales de 0 à 24 h pour les journées suivantes : 25 janvier 2021, 26 janvier 2021, 27 janvier 2021, 28 janvier 2021, 29 janvier 2021, 30 janvier 2021, 31 janvier 2021, pour l'ensemble des agent.es du Conseil Départemental des Côtes D'Armor.

Nous vous adressons, Monsieur le Président, nos sincères salutations.

L'intersyndicale CFDT, CGT, FO et SUD